la cause du peuple

nouvelle édition

N°17 novembre 2012

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire



A l'heure où le PS dirige le gouvernement en pleine crise du capitalisme, il est utile de faire un bref rappel historique sur la social-démocratie. Dès la création de la 1ère Internationale, la lutte entre deux conceptions de la lutte de classes s'est faite jour :

★ La position réformiste qui préconise des réformes successives, une transformation pacifique du système en obtenant la majorité au Parlement. La voie réformiste tente ainsi de «faire au mieux» en conciliant les intérêts de classes opposées et ne s'attaque jamais aux racines de l'exploitation. Mais comme l'histoire l'a montré, une classe ne quitte jamais le pouvoir de son plein gré quand il s'agit de défendre ses intérêts.

★ La position révolutionnaire qui estime que les intérêts du prolétariat, et plus largement ceux des couches populaires, et de la bourgeoisie ne sont pas conciliables et qu'en conséquence, la révolution ne peut aboutir par la voie pacifique. Ainsi, pour établir une société où les travailleurs ne seront plus exploités, il faut renverser la bourgeoisie au pouvoir, détruire de fond en combles son appareil d'Etat et construire sur ses ruines celui au service des travailleurs.

l'éditorial

Avant la 1ère guerre mondiale, les partis ouvriers se nommaient sociaux-démocrates ou socialistes. Ils formèrent la 2ème Internationale. Ils se déclaraient pacifistes et affirmaient que si les grandes puissances se déclaraient la guerre, ils déclareraient tous ensemble la grève générale.

Pourtant, le lendemain même où Jaurès était assassiné, chaque parti social-démocrate vota à l'unisson avec la bourgeoisie les crédits de guerre. Ils étaient devenus les meilleurs défenseurs de l'Etat bourgeois, au grand malheur des peuples. Le résultat fut le grand massacre de 14-18.

Seuls quelques partis dénoncèrent cette trahison et appelèrent à retourner les armes contre la bourgeoisie fauteuse de guerre. En Russie, la révolution balaya le tsarisme et ses soutiens «socialistes». En Allemagne, les sociaux-démocrates bourgeois qui dirigeaient l'Etat après la défaite de l'Allemagne en 1919, envoyèrent la troupe contre les communistes et furent responsables de l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht.

Dans la France de 1936, les sociaux-démocrates étaient au gouvernement mais ils ne prirent pas les mesures nécessaires pour empêcher la bourgeoisie de reprendre le pouvoir. Les «acquis sociaux» au bénéfice de la classe ouvrière furent instaurés parce que des millions d'ouvriers et d'ouvrières occupaient les usines et que le patronat fut contraint de lâcher du lest.

C'est ce même gouvernement qui refusa d'envoyer des armes aux républicains espagnols pour combattre Franco alors que les fascistes et les nazis en envoyaient. Les hésitations et reculades des sociaux-démocrates ne profitèrent qu'aux fascistes. On connaît la suite : la 2ème guerre mondiale et ses atrocités. L'alliance des «démocraties occidentales» et de l'URSS et les résistances intérieures permirent la victoire sur le nazisme.

En France, le Conseil National de la Résistance (CNR) imposa son programme progressiste : sécurité sociale, deux semaines de congés payés, statuts des fonctionnaires, etc. Un gouvernement provisoire puis d'union nationale fut mis en place avec la participation de ministres communistes. Mais le prix à payer fut un statuquo avec la bourgeoisie capitaliste, après que les armes de la résistance eurent été rendues à la bourgeoisie. L'Etat n'avait pas changé de nature et quand les ouvriers se mirent en grève, les ministres communistes furent remerciés par les sociaux-démocrates et l'armée envoyée contre les mineurs.

Aujourd'hui, l'illusion du passage pacifique au socialisme est devenue la stratégie des partis communistes «institutionnels». La social-démocratie, quant à elle, est au pouvoir dans notre pays et dirige les affaires du capital financier au détriment de l'intérêt de la majorité : le prolétariat, les travailleurs manuels et intellectuels et les couches inférieures et moyennes de la petite bourgeoisie des villes et de la campagne.

Les réformes des «socialistes» ont le même objectif que celles d'un gouvernement de droite : maintenir le système capitaliste en place en prétendant le rendre plus juste, plus acceptable, plus humain. Mais qu'en est-il dans la réalité ? Ce système est entré en agonie, pourrissant au milieu de nous.

Les fermetures d'usines et d'entreprises tombent comme la grêle et détruisent des pans entiers de l'économie. Ces fermetures entrainent par rebond d'autres licenciements parmi les sous-traitants dans les secteurs concernés, par exemple l'automobile. Ils ont, en outre, des dégâts collatéraux qui frappent les autres couches de la population de la zone concernée et tout le cortège de misère, d'angoisse, de peur du lendemain que cela provoque. Et cela, sans compter la confusion idéologique générée, menant des travailleurs à se laisser séduire par le discours démagogique de l'aile fascisante de la droite, prête à fusionner où s'allier avec la représentation la plus réactionnaire du capital financier, le Front National.

Encore une fois, nous pouvons affirmer que les réformistes, en enlevant tout espoir au prolétariat et en désorientant les couches populaires, creusent le lit du fascisme.

Nous ne sommes plus seuls à parler ainsi dans les manifestations. De plus en plus de travailleurs sont conscients du danger alors que d'autres, ne sachant plus à quel saint se vouer, sont prêts à voter Front national en 2017.

Le gouvernement se comporte comme un chien de garde du système capitaliste. Il assure la continuité de l'Etat et de son fonctionnement et renforce l'armée et la police au nom de l'insécurité grandissante provoquée par la déliquescence du système lui-même ; ce système qui survit en détruisant des vies de travail, en brisant l'espoir des jeunes.

La bourgeoisie a peur de la révolte. Elle craint que peu à peu, et de plus en plus, la révolte ne s'élargisse, prenne

sommaire

Lutte de classe

★ Les luttes ouvrières passées au service de l'avenir *(p.3)*

★ Organisons la résistance dans les usines *(p.4)*

★ Licenciements ! Que faire ? *(p.5)*

Logement

★ Expulsions et nouvelles occupations *(p.7)*

Lutte pour la terre

★ Aéroport Notre-Dame-Des-Landes *(p.8)*

(in)Justice de classe

★ Georges Ibrahim Abdallah *(p.8)*

★ Liberté pour Deniz *(p.9)*

International

★ Des échos du Canada : le PCR *(p.10)*

★ Conférence de Hambourg *(p.11)*

★ Sur la Syrie *(p.11)*

★ Sur les prisonniers politiques Mapuche en grève de la faim *(p.13)*

Anticolonial

★ Algérie *(p.16)*

Culture

★ Paul Grahm : photographe brittanique *(p.17)*

★ Cinéma : «Ombline» *(p.18)*

corps et qu'une nouvelle génération de révolutionnaires se forme, s'organise et reprenne le flambeau de la révolution prolétarienne. Elle a peur de la fusion des éléments révolutionnaires avec les masses populaires et leurs luttes. Elle est effrayée à l'idée que le pessimisme et la résignation ne se transforme en espoir et combattivité pour une société meilleure. Elle ne peut pas imaginer que la classe ouvrière et ses alliés combattent jusqu'à la victoire.

Cette décantation idéologique mûrit dans la tête des travailleurs de tous les pays d'Europe et des autres continents. Cette décantation est complexe, multiforme, mais les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Nous devons faire progresser cette décantation en démasquant les faux amis du peuple. Aujourd'hui, ce sont ceux qui sont au gouvernement et qui mènent la politique antisociale contre les travailleurs tout comme leurs prédécesseurs. Par les répressions des manifestations ouvrières et les «garanties» accordées aux patrons qui licencient, l'Etat «socialiste» a jeté son masque de «démocrate» et montré son vrai visage, celui de chien de garde du capitalisme. Nous devons le démasquer jusqu'au bout, comme tous ceux qui maintiennent l'illusion qu'il est possible d'améliorer ce système sans renversement de la bourgeoisie. C'est ainsi que nous défricherons le chemin révolutionnaire et progresserons pas à pas. ★



Les luttes ouvrières passées au service de l'avenir

Une classe ne quitte jamais le pouvoir de son plein gré, l'histoire le prouve. Seule une lutte résolue de la classe ouvrière et de ses alliés peut permettre des avancées. Nous allons prendre quelques exemples pour le démontrer, en nous cantonnant aux luttes du prolétariat les plus significatives du XIXème, du XXème siècle et d'aujourd'hui pour illustrer notre démonstration.

«Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leurs revenus propres. Les prolétaires ne peuvent se rendre maîtres des forces productives sociales qu'en abolissant leur propre mode d'appropriation d'aujourd'hui et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. [...] Le mouvement prolétarien est le mouvement autonome de l'immense majorité dans l'intérêt de l'immense majorité. Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se mettre debout, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle». Manifeste du Parti Communiste, Marx et Engels

En juin 1848, les ouvriers parisiens se soulevèrent après que les Ateliers nationaux* furent supprimés. La bourgeoisie massacra le prolétariat qui se battait sur les barricades à Paris. Le prolétariat armé de Paris allait se lancer de nouveau à l'assaut du ciel le 18 mars 1871, s'emparant de l'Hôtel de Ville et chassant la bourgeoisie du pouvoir. La Commune, comme l'écrit Marx dans La guerre civile en France, «était essentiellement un gouvernement ouvrier». En trois mois, le gouvernement de la Commune entreprit des réformes très importantes pour la classe ouvrière et le petit peuple. Mais dans les conditions de l'époque, le prolétariat ne put se maintenir au pouvoir en partie en raison de ses hésitations. Marx dira «il fallait marcher sur Versailles» dès le début pour empêcher la bourgeoisie de rassembler ses forces.

Dans la Russie de 1917, le Parti Communiste était à la tête des ouvriers en armes qui avaient renversé le tsar en Février. En six mois, la bourgeoisie et son aile réformiste montra qu'elle n'était pas l'amie du peuple, ne voulait pas faire la paix, et ne donnait ni le pain, ni la terre aux paysans. Ce fut l'insurrection de la Révolution d'Octobre, aboutissement d'une guerre prolongée contre la bourgeoise de 1905 à 1917.

Le jeune pouvoir soviétique, issu de la mobilisation des ouvriers, des paysans et des soldats, dût se défendre dès la prise du pouvoir contre les interventions des forces impérialistes coalisées et de la réaction intérieure. Uni autour du Parti, le prolétariat et les forces populaires les écrasèrent un à un.

En Chine, de 1927 à 1949, le Parti Communiste dirigea la guerre populaire prolongée contre le Guomindang représentant les classes féodales et les capitalistes bureaucratiques et compradores** et contre l'envahisseur japonais. Même si la lutte était principalement dirigée dans les campagnes, les ouvriers jouèrent un rôle des plus importants dans la construction du socialisme. Ils se sont notamment battus pour pouvoir diriger les usines, avoir une place toujours plus grande dans le pouvoir politique et défendre un système se dirigeant vers

le communisme.

En 1936, en France, c'est la classe ouvrière en lutte qui, en occupant massivement les usines, força le patronat à négocier les accords de Matignon et le gouvernement populaire à le ratifier : une semaine de congés payés, conventions collectives, délégués du personnel, journée de 8 heures.

Durant l'occupation, c'est encore le prolétariat en armes dirigé par le Parti Communiste qui assura l'essentiel de la lutte armée de libération nationale. Grâce à cette lutte de libération nationale, payée par le prix du sang de 100 000 communistes, le Conseil National de la Résistance pu imposer en 1945 des réformes importantes au patronat. Mais ces avancées furent payées le prix fort : la remise des armes de la Résistance. Aussi, dès 1947, le parti socialiste, après avoir chassé les 4 ministres communistes, donnait l'ordre à l'armée de tirer sur les mineurs en lutte.

En 1968, là encore, la classe ouvrière se lança à l'assaut du ciel en occupant massivement les usines (10 millions de grévistes), prenant le relais prolétarien du mouvement étudiant. Le patronat ne put tenir plus de 3 semaines et dû négocier avec les syndicats des réformes importantes pour la classe ouvrière : hausse de 30 % du SMIC, élections de délégués étrangers, 4 semaines de congés, etc. Le PCF, allié au PS, perdit les élections. La prétendue conquête du pouvoir par la voie pacifique s'avéra, encore une fois, une voie de garage et synonyme de liquidation des espoirs de la classe ouvrière. La bourgeoisie pu reprendre peu à peu les conquêtes que le prolétariat avait obtenu.

Aujourd'hui, après la liquidation du camp socialiste, le capitalisme mondial exerce une domination économique et politique absolue qui lui permet de se lancer à la conquête de nouveaux marchés. Dans cette période de crise, la lutte devient acharnée entre les impérialistes occidentaux et les nouveaux entrés en scène, la Russie, la Chine et les émergents. La lutte pour le maintien du taux de profit entraîne une modernisation accélérée de l'appareil de production et une restructuration au niveau planétaire de la dictature absolue du capital sur l'économie.

Les restructurations, les délocalisations provoquent une hausse du chômage et une paupérisation du prolétariat et du peuple. En d'autres mots, les conditions posent la nécessité de l'organisation et la mobilisation de la classe ouvrière en faveur de la révolution. Dans cette optique, nous devons nous inspirer des expériences des luttes ouvrières ayant pour objectif la prise du pouvoir.

S'inscrivant dans cette dynamique, le FRAP dirige son travail principalement vers la classe ouvrière.

C'est dans ce sens que lors de la rencontre du 28 octobre dernier, le tract ci-contre a été adopté pour développer le Front Ouvrier Révolutionnaire dont nous avons besoin. ★

** Ateliers destinés à employer les ouvriers et artisans des grandes villes en chômage forcé. Ils furent créés par la bourgeoisie sous pression du prolétariat ayant participé à la Révolution de février 1848.*

*** La bourgeoisie bureaucratique et compradore est la classe liée à l'impérialisme qui facilite l'exploitation de son propre pays par les puissances impérialistes, par exemple pour l'extraction des matières premières.*

Organisons la résistance dans les usines !

Lors de la manif du salon de l'auto 2012, les ouvriers et ouvrières des usines menacées de fermeture et de licenciements ont relevé la tête. Plus de 20 usines étaient présentes et le rassemblement a brillé par sa combattivité.

Pendant plus de 2h30, c'est vague après vague que nous avons essayé de rentrer dans le salon. Ce n'est que grâce à plusieurs dizaines de policiers en casques, boucliers et matraques, usant avec abondance de leur gaz lacrymogènes qu'ils ont réussi à nous en empêcher ! Même si nous ne sommes pas rentrés, le moins qu'on puisse dire c'est que grâce à notre détermination, les chiens de garde de la bourgeoisie ont dû reculer !

Le sentiment qui parcourait les manifestants et manifestantes c'était la révolte. La révolte contre le système en crise qui produit misère et chômage. La révolte contre les patrons qui profitent de la crise pour «réorganiser» l'appareil de production, c'est-à-dire fusionner les groupes, fermer les usines et les délocaliser. La révolte contre le gouvernement PS qui ne remet pas en cause le système et qui ne peut donc pas s'attaquer aux racines de la crise.

Les 60 000 licenciements prévus en France, l'aggravation de la crise et le début de soulèvement des ouvriers et ouvrières mettent à l'ordre du jour la nécessité d'une organisation capable de rassembler celles et ceux qui veulent radicalement transformer la société pour se sortir du bourbier ambiant. Si les syndicats officiels peuvent être un outil de défense, ils trouvent leur limite dans la mobilisation de la classe ouvrière contre le système capitaliste. Nous devons donc dépasser ces limites et affronter la nécessité du moment : développer un Front Ouvrier Révolutionnaire !

Le Front Ouvrier Révolutionnaire doit regrouper syndiqués et non-syndiqués, ouvriers et ouvrières des petites et des grandes boîtes et avoir en ligne de mire : «Comment arracher le pouvoir à la bourgeoisie et instaurer un véritable pouvoir ouvrier et populaire des exploités et opprimés».

Ce Front Ouvrier Révolutionnaire doit faire partie du Front Révolutionnaire Anticapitaliste/Antifasciste et Populaire qui regroupe celles et ceux qui veulent en finir avec ce système pourri et qui veulent construire un système où la production servira les besoins du peuple et non ceux d'une poignée d'exploiteurs.

**Contre le capitalisme et les conciliateurs,
rendons coup pour coup !**

**Edifions le Front Ouvrier Révolutionnaire,
l'arme des ouvriers et ouvrières !**

Tract adopté lors de la rencontre du FRAP le 28 octobre 2012

Licenciements ! Que faire ?

Dans les manifestations, on entend des slogans tels : Non aux licenciements ! Interdictions des licenciements ! C'est une aspiration juste ! Mais quelle est la réaction du patronat et du gouvernement ? Ils poursuivent leurs plans de restructuration, de délocalisation, les licenciements, les fermetures d'usines et d'entreprises.

Des promesses de reclassement sont faites. La plupart du temps, ce ne sont que des stages de formation qui, dans la majorité des cas, ne débouchent pas sur un emploi. Ainsi 60 % des Continental sont toujours inscrits à Pôle Emploi. Les indemnités de licenciements ont fondues comme neige au soleil, la fin des indemnités chômage aussi. Un certain nombre n'ont plus que le RSA pour vivre, sans compter que le conjoint(e) est souvent au chômage. Les requins des sociétés de crédit pointent le nez, menacent de saisie les licenciés, la famille se délite.

Les directions des centrales syndicales privilégient le dialogue avec le gouvernement et le patronat qui ne veut pas négocier. Pour endiguer le chômage, le gouvernement veut baisser les charges patronales et les récupérer par une augmentation de la CSG et des impôts. Ce qui n'empêchera pas les licenciements, mais réjouira les actionnaires.

Les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille. Ils luttent pour s'opposer aux licenciements.

A PSA – Aulnay

En juillet, 8000 suppressions d'emploi dans le groupe sont annoncées. Le nouveau gouvernement nomme un expert pour calmer la colère des ouvriers. Mais PSA ne veut pas céder et confirme la fermeture du site d'Aulnay.

Bien qu'ils aient l'appui moral de leurs collègues, ce n'est encore qu'une minorité importante décidée qui entre en lutte. La majorité a peur d'être licenciée, ou voir son contrat intérim supprimé. Elle espère toucher des indemnités les plus élevées possibles. Elle espère que le gouvernement infléchisse les patrons. En fait le gouvernement aide les patrons à licencier et leurre les ouvriers.

A Doux Graincourt

Dans le cadre de la PAC, Doux a récolté 1 milliard d'euros. Ce qui ne l'empêche pas de fermer ses usines. Ce sont ainsi quelques mille emplois qui ont été supprimés. Les ouvriers et ouvrières de Graincourt ont décidé d'occuper leur usine liquidée. Doux continue d'annoncer des licenciements.

A Renault Flins

Le mercredi 17 octobre, des centaines d'ouvriers ont débrayé contre le manque d'effectifs et les mauvaises conditions de travail. Pour accélérer le lancement de la Clio, la direction veut augmenter les cadences. Il manque des effectifs dans tous les ateliers, au montage, sur les chaînes du Ferrage, de peinture, etc. 5 postes supplémentaires ont été obtenus. D'autres débrayages sont prévus pour obtenir des postes supplémentaires. L'usine tourne avec environ 3600 ouvriers, employés, cadres et ingénieurs, dont environ 600 travailleurs professionnels intérimaires sous contrat qui n'ont pas les mêmes droits que les autres ouvriers. Leur force : ils ne sont pas remplaçables au pied levé.

A Arcelor Mittal - Florange

A Florange et plus globalement dans la vallée de la Fensch, tout le monde est concerné. En 4 ans, le chômage a doublé et atteint 15 %. Un actif sur deux travaille au Luxembourg car les salaires et les avantages sociaux sont plus élevés qu'en France. Mais le trajet est fatiguant avec tous les embouteillages, car il est difficile de trouver un logement sur place. Mittal veut en finir avec Florange. La seule solution qu'il laisse aux ouvriers est de trouver un repreneur. Mittal a reçu un milliard d'aides et maintenant il ferme. Il a placé cet argent en Belgique et le retire maintenant que les taux d'imposition et les prestations sociales augmentent. Pour des capitalistes du type Mittal, ce qui compte c'est le taux de profit le plus élevé. Les plus déterminés des ouvriers de Florange se sont rassemblés devant les bureaux d'Arcelor Mittal à Florange «Vivre à genoux face à un prédateur qui s'appelle Mittal ? Eh bien non ! Nous on veux vivre debout. Mittal, ou t'es à genoux ou nous te mettrons à genoux.»

A Sanofi

Sanofi, c'est 28 000 salariés en France. Déjà, en 2009, Sanofi avait licencié 900 personnes en France et mis en place un plan de réduction des coûts de 2 milliards d'euros. En 2012, un nouveau plan de 2 milliards est mis en place. A la clef, le site de Montpellier (1160 salariés + 280 prestataires de service) serait transformé en site de développement. Ce plan vise les unités de recherches comme celle de Toulouse où 400 ingénieurs et 200 techniciens sont menacés, alors que ce centre est un centre de pointe qui dispose d'une chimiothèque refermant un million de molécules. 3700 postes ont été perdus entre 2009 et 2012 alors que 3, 55 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires dont les dividendes ont augmenté de 120 % en 7 ans.

A Technicolor Angers

L'usine Technicolor d'Angers a été liquidée et se sont 350 salariés qui se retrouvent sur le carreau. Après l'annonce de la décision de justice, l'usine a été occupée. Symboliquement, les ouvriers et ouvrières ont brulé leurs blouses et le bureau du directeur du site. Le groupe a annoncé une hausse de son chiffre d'affaires de 10, 3 % pendant que le titre en bourse augmentait.

A Fralib Gémenos

Depuis septembre 2010, les ouvriers et ouvrières de Fralib Gémenos se battent contre la fermeture de leur usine qu'ils occupent nuit et jour. Ils et elles multiplient les actions pour mobiliser le soutien populaire autour de leur lutte et ont engagé une campagne de boycott de la marque Eléphant en réquisitionnant notamment les produits dans les supermarchés.

Travailleurs saisonniers

Terra fecundis société espagnole, prestataires de service, fournit des travailleurs équatoriens payés 4 à 5 € de l'heure aux exploitations agricoles comme l'exploitation arboricole Marshall ou les serres de tomates de Collongue.

Thiers

Thiers est la ville de la coutellerie. 47 % des emplois dépendent de l'industrie. En dix ans, 3000 emplois ont été perdus. Il est difficile de retrouver un travail. Les plus jeunes partent à Clermont-

Ferrand, les autres touchent le RSA. Sur ce fond de chômage qui s'amplifie avec la social-démocratie, le FN s'implante à 20 % aux dernières élections. Ce qui tend à prouver que la sociale-démocratie creuse le lit du fascisme.

La casse de l'industrie

En France, l'industrie emploie aujourd'hui 3 593 000 travailleurs répartis dans 228 600 entreprises.

Entre 1980 et 2007, plus de 36 % des effectifs (1, 9 millions emplois) ont été supprimés malgré les «reconversions». Cette baisse d'effectifs est due pour 39 % aux délocalisations et pour 30 % à l'augmentation de la productivité (remplacement d'un ouvrier par une machine ou production plus élevée par tête) ayant pour objectif d'augmenter le taux de profit versé aux actionnaires, profit basé sur l'extorsion de la plus-value.

Dans tous les pays, la bourgeoisie restructure son appareil de production et ce sont les travailleurs qui en font les frais. En Europe, les pays sont liés par les traités que le capital financier impose à travers la Commission Européenne en lien avec le FMI et les autres organismes internationaux aidés par les agences de notation. Les travailleurs paient ces accords et subissent les plans de rigueur mis en place. Ces plans n'ont qu'un objectif : aider à la restructuration capitaliste en Europe et dans le monde, pour donner un répit au capitalisme agonisant avant sa mort inéluctable.

Le rôle des fascistes

Les fascistes qui représentent l'aile la plus réactionnaire du capital financier tentent de faire croire qu'ils représentent les intérêts des travailleurs et du peuple. Ils cherchent des boucs émissaires pour diviser la classe ouvrière et le peuple. Ils s'en prennent particulièrement aux immigrés et jouent sur plusieurs tableaux. Ils jouent ainsi sur la peur de l'islamisme radical en mettant dans le même sac les simples croyants et les islamistes intégristes.

Sur le terrain, à PSA comme ailleurs, les ouvriers et ouvrières, quelles que soient leurs origines, sont unis contre le même patron. C'est la lutte selon le principe «classe contre classe», soutenue par les couches populaires. C'est la cause de la classe ouvrière, la cause du peuple, que défendent les ouvriers et ouvrières en lutte, alors que les fascistes sont les pires ennemis du peuple, les pires ennemis de la classe ouvrière.

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production et donc les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux […] Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand regret des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale.» (Manifeste du Parti Communiste, Marx et Engels)

Que faire ?

Il faut taper sur le point faible dans toutes les usines et ne pas tenir compte du chantage aux licenciements, à la délocalisation, à la répression. Il faut taper là où ça fait mal : au portefeuille. Ne pas attendre d'être le dos au mur. Il est possible de faire plier les patrons, de faire reculer le gouvernement social-démocrate gérant de l'Etat capitaliste. Il faut préparer le blocage du système.

En 1936, un gouvernement de gauche est arrivé au pouvoir, mais c'est la mobilisation des travailleurs par des occupations massives d'usines qui a fait reculer le patronat et qu'ont été obtenus les augmentations de salaires, la journée de huit heures et les congés payés. De même en 1968 où le SMIC a été augmenté de 30 %.

C'est seulement par une grève généralisée, des occupations massives d'usines et de bureaux, que le patronat et le gouvernement reculeront. Le patronat ne négociera que quand il aura le couteau sous la gorge.

Cela arrêtera momentanément les plans de la bourgeoisie mais n'est pas suffisant. Il faut préparer la grève générale politique contre la politique de l'Etat et le patronat, puis préparer les esprits à une guerre prolongée des travailleurs contre le capitalisme conduisant à la grève générale insurrectionnelle.

Quelles seraient les mesures d'un mouvement révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière ?

Tous les grands groupes et filiales seraient immédiatement socialisés sans indemnisations. Les petites entreprises seraient mises sous le contrôle de l'Etat et des travailleurs concernés.

★Toutes les banques et établissements de crédit seraient étatisés sans indemnisation.

★La Bourse serait supprimée et un système d'épargne socialisée mis en place.

★Un plan de réorganisation industrielle serait établi.

★Un plan de construction pour un logement pour tous serait mis en place. Après l'expropriation de tous les grands groupes, le contrôle et la limitation des loyers seraient instaurés par la collectivité.

★Les prestations sociales seraient gratuites et de droit pour tous, la suppression de la plus-value sur le travail assurant le financement.

★Dans le domaine de l'alimentaire, toutes les grandes et moyennes surfaces seraient socialisées, sans indemnisations.

★Un contrat serait passé avec les agriculteurs sous diverses formes : achat à un prix équitable de la production satisfaisant les besoins de la population, charges allégées entre autre par la création de mises à disposition de matériel agricole (stations de prêts), et l'aide d'un Office du bâtiment pour les infrastructures.

★La rémunération du travail sera simplifiée suivant une grille de 1 à 10 pour toutes les activités.

★Expropriation et socialisation de tous les secteurs clefs : Energie, Bâtiment, Travaux Publics, Télécommunications, Secteur Santé (hôpitaux, cliniques privées, laboratoires pharmaceutiques, centres de recherches), Education.

★La lutte contre la pollution et pour la protection de l'environnement sera développée de manière planifiée.

Avec un tel plan le chômage serait résorbé en peu de temps. ★



Logement : expulsions et nouvelles occupations

Dans le 19ème et le 20ème arrondissement de Paris, les «mal logés en colère» continuent la mobilisation. Voici un témoignage recueilli sur le site Indymedia Paris. Depuis, de nouvelles occupations ont eu lieu.

Dimanche, un nouveau squat a été ouvert par des mal-logé-e-s, au 38 rue des Bois, dans le 19e arrondissement. Dans l'après-midi et la soirée, de nombreuses personnes étaient venues faire acte de présence dans la rue, en solidarité avec la vingtaine/trentaine d'habitant-e-s (des mal-logé-e-s de divers horizons).

La préfecture a mis le paquet pour expulser ce nouveau squat dès le lendemain, envoyant sa flicaille, dont de nombreux flics anti-émeute et la très précieuse collaboration des pompiers !

Je signale avant toute chose que mon récit est à la fois partiel et subjectif puisque ne faisant pas partie du collectif d'habitant-e-s ni rien, je suis venu en solidarité avec un peu de retard, donc je n'ai pas tout suivi, j'ai donc notamment manqué le début de l'expulsion.

En tout cas, quand je suis arrivé, il y avait déjà pas mal de monde en soutien dans la rue, le croisement des rue des Bois et rue de l'Orme était toutefois bien occupé par les flics et les pompiers, deux cordons d'anti-émeutes "protégeant" l'opération d'expulsion.

Les flics ont semble-t-il mis des heures à franchir les portes du rez-de-chaussée, les pompiers ont d'ailleurs été plus efficaces, en entrant par une fenêtre du deuxième étage, à l'aide d'une grande échelle.

Mais ce qui a le plus retardé l'expulsion, c'est qu'un squatteur s'était réfugié sur le toit (l'immeuble faisait trois étages donc la potentielle chute carrément mortelle). Pendant longtemps (des heures), j'ai cru que les flics et leurs collabos de pompiers allaient lâcher l'affaire pour ce soir-là, mais ils ont été aidés par le fait que le reste du squat était déjà vide et que personne n'a pu empêcher la pose de l'échelle. Des pompiers sont entrés par là, ont vraisemblablement ouvert aux flics au rez-de-chaussée (l'entrée était salement "protégée" par les flics donc on ne voyait pas bien). Toujours est-il que le copain sur le toit n'a pas pu empêcher les pompiers-flics de l'attraper sur le toit et de le faire descendre. Il est a priori le seul à avoir été interpellé, en tout cas à ce moment-là.

Parce que tout cela ne s'est pas passé sans encombres pour les flics ! Les dizaines de personnes rassemblées en solidarité se sont largement fait entendre, gueulant des slogans à longueur de temps : de nombreux slogans hostiles à la police et aux pompiers (notamment "Police/Pompiers, dégage", "Flics, porcs, assassins"), "Pouvoir assassin" et bien sûr des slogans relatifs aux questions de logement (entre autres, "Non aux expulsions", "Les loyers sont trop chers, occupation ! Les maisons sont vides, occupation ! ").



Un certain rapport de force physique s'est mis en place, tout le monde refusant de reculer quand les flics l'ordonnaient, les insultes ont fusé à plusieurs reprises en direction des flics et des pompiers. Et parmi les dizaines de personnes réunies pour faire face aux flics et aux pompiers, il n'y avait pas que des "militant-e-s autonomes", mais aussi des mal-logé-e-s de diverses origines, directement concernées elles aussi par les expulsions de squats. Et il y avait aussi pas mal de gens du quartier, notamment des jeunes, tout aussi hostiles à la police.

D'ailleurs, quand à plusieurs reprises ça a chauffé, quand les flics ont gazé dans le tas, frappé et tenté ici et là d'arrêter des gens (en vain, personne ne s'est fait arrêter, même un mec qui s'est fait attraper à un moment a finalement réussi à s'enfuir), lors des échauffourées et après, des projectiles ont volé vers les flics et les pompiers, et la plupart des projectiles en verre venaient des fenêtres des habitant-e-s du quartier ! Le premier jet de projectile en verre est même tombé au milieu d'un groupe de pompiers, les faisant fuir pendant un bon moment !

Sans rien fantasmer, je signale quand même que cette solidarité était grandement spontanée vu que le squat n'était public que depuis 24 heures, et ça faisait plaisir de sentir cette dynamique collective mêlant différentes "catégories" de gens contre l'autorité des flics.

On est donc resté des heures en bas du squat, avant que le copain sur le toit ne se fasse descendre, achevant ainsi l'opération d'expulsion. Là, malgré un sentiment de déception, on a réussi à retrouver un élan collectif pour partir en manif sauvage à plusieurs dizaines de personnes, en direction de la place des Fêtes. Et la colère s'est vite fait sentir !

Les slogans hurlés dans les rues (y compris par les jeunes du quartier qui faisaient partie du cortège eux aussi) faisaient bonne impression, on n'avait pas de banderole ni rien mais quelques tracts étaient diffés et surtout, les slogans favorables aux occupations, contre les expulsions, se faisaient entendre tout du long de la manif.

Toutes les poubelles et autres éléments de mobilier urbain disponibles étaient mis en travers de la route dans un joyeux chaos. "A chaque expulsion, on foutra le boxon".

Arrivé-e-s sur la place des Fêtes, on pensait que les flics ne tarderaient pas à nous mettre la pression, et malheureusement on s'est arrêté là pendant un long moment, à discuter, se demander quoi faire, etc.

Il a fallu de longues, très longues minutes, avant qu'un groupe plus restreint, peut-être d'une trentaine de personnes au départ, ne se décide à repartir en manif sauvage en direction du commissariat du 19e arrondissement, où se trouvait peut-être le copain arrêté sur le toit (on n'avait pas d'info précise là-dessus).

La petite manif a donc emprunté la rue de Crimée assez longtemps, renversant un paquet de trucs sur son passage (toute sorte de mobilier urbain, beaucoup de poubelles, des barrières de chantier, un siège de bureau, des planches de bois, etc.) au son des slogans de la soirée, plus quelques nouveaux, dont le très bon "Grève, grève des loyers ! Et crève, crève les flics et les huissiers ! ". Des pompiers ont été croisés de retour de leur sale boulot et on peut dire qu'ils ont bien mérité les injures qui (suite p. 18)

Aéroport Notre-Dame des Landes

Le gouvernement a déployé un dispositif policier pour expulser les occupants du site prévu pour l'implantation d'un nouvel aéroport, commande directe de Jean-Marc Ayrault actuel 1er ministre.

Les opposants à cet aéroport dénoncent l'inutilité de ce projet et la destruction de terres agricoles encore exploitées.

De nombreuses actions de solidarité ont eu lieu aux quatre coins de la France, ciblant principalement le groupe de construction Vinci et le PS.

Une manif de réoccupation est prévue le 17 novembre 2012. Allons y nombreux et nombreuses pour le droit à la terre et contre des projets inutiles et coûteux ! ★

Plus d'infos à suivre sur le blog de la Cause du Peuple.





Libérez Georges Ibrahim Abdallah !

Le 23 octobre dernier a eu lieu l'audience du tribunal d'application des peines sur la demande de libération de Georges Ibrahim Abdallah, déposée le 24 janvier 2012. La décision du tribunal sera rendue le 21 novembre 2012.

Voici, ci-dessous, l'intervention du Collectif pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah à Lannemezan ce jour.

La procédure judiciaire concernant la demande de libération de Georges Abdallah suit son cours. Le tribunal d'application des peines tient audience en ce moment même afin d'examiner la dernière demande de libération déposée le 24 janvier dernier.

En ce moment même, sont entendus notre camarade Georges assisté de son avocat Jacques Vergès. Pour mémoire, suite à son transfert de six semaines, en avril-mai de cette année, au Centre national d'évaluation de Fresnes, où Georges Abdallah a subi des entretiens sensés évaluer la dangerosité de son engagement politique, la commission pluridisciplinaire a émis un avis, obligatoire dans cette procédure, obligatoire mais consultatif.

Cet avis a été négatif à sa demande de libération, au motif que «la force de ses convictions et de son engagement peuvent, si le contexte politique s'y prêtait, conduire Georges Ibrahim Abdallah à se comporter à nouveau comme en activiste résolu et implacable».

OUI, Georges Abdallah a été un résistant, et il l'est toujours !

OUI, Georges Abdallah a été un militant de la cause palestinienne, et il l'est toujours !

OUI, Georges Abdallah est un communiste révolutionnaire, et il l'est toujours !

Il n'a jamais renié son engagement politique tout au long de ses 28 ans d'incarcération !

Demain, 24 octobre 2012, date anniversaire de son arrestation en 1984, marquera son entrée dans sa 29e année de détention.

Aujourd'hui, cela fait 10 228 jours que Georges est enfermé ! Peut-être même que certains d'entre vous n'étaient pas nés lorsque Georges fut arrêté…

10 228 jours loin de son pays natal…

10 228 jours séparé de sa famille interdite de séjour en France, et qui donc ne peut le visiter.

Georges Abdallah est libérable depuis 1999.

Quel prétexte fallacieux le gouvernement français pourrait-il trouver pour le retenir encore plus longtemps en otage ?

Nous sommes ici, en grande partie, tout comme Georges Abdallah, engagés aux côtés des peuples en lutte contre toutes les formes d'initiatives impérialistes ici comme ailleurs.

Nous sommes ici, engagés ou non dans des collectifs de soutien à la libération de Georges, collectifs qui se sont récemment multipliés.

Venus de Toulouse, Bordeaux, Paris, Pau, Marseille, Montpellier, Albi… et ceux qui n'ont pu venir et qui sont solidaires par la pensée, nous sommes tous ici auprès de Georges Abdallah pour clamer haut et fort QU'IL DOIT ÊTRE LIBÉRÉ !

LIBÉREZ GEORGES ABDALLAH ! ★

Collectif pour la Libération de Georges Ibrahim Abdallah

liberonsgeorges.over-blog.com



Liberté pour Deniz !

Deniz K. a été arrêté le 21 Avril 2012, après une manifestation contre la bande néonazie NSU à Ludwigshafen en Allemagne. L'Etat allemand qui protège les bandes nazies veut par cette arrestation empêcher les manifestations antifascistes.

Quand les assassinats de la bande NSU (9 immigrés en 10 ans en Allemagne) ont été découverts, la presse a aussi dévoilé ses liens avec le Service de Renseignement Allemand. Ce dernier était au courant que ces crimes seraient commis. Par les enquêtes, les immigrés ont été accusés et les assassins ont été protégés. Les documents trouvés dans l'habitation de la bande NSU ont révélé ces faits et l'Etat a été attrapé en flagrant délit. Sur cela, l'Etat a organisé une cérémonie de commémoration à Berlin pour soi-disant s'excuser auprès de leurs proches. Mais en réalité, il a seulement essayé de désavouer son rôle et sa responsabilité. Au lieu d'éclaircir les assassinats et juger tous les responsables ; les documents et les renseignements sont cachés et détruits par les Services de Renseignement.

Le nombre des immigrés, victimes des assassinats racistes et fascistes, n'est pas limité à 9. Depuis 1990, il y a eu plus de 150 assassinats fascistes. Les immigrés, sous le joug des lois discriminatoires ont été brûlés vifs dans des commissariats comme dans l'exemple d'Oury Jalloh. Ils ont été criblés de balles dans des bureaux publics comme dans l'exemple de Christy Schwundeck.

L'Etat, qui ne cesse de protéger les manifestations des bandes néonazies et qui refuse de fermer le parti fasciste NSU, attaque par la même occasion les manifestations antifascistes et essaye de criminaliser les manifestants antifascistes. L'un des derniers exemples est l'attaque de la police à une manifestation antifasciste le 31 Mars à Nüremberg. Deniz Kalan a été arrêté pour avoir participé à cette manifestation lors d'une marche organisée à Ludwigshafen, le 21 Avril. Lors de son arrestation, il a été accusé d'avoir blessé deux policiers. Mais, au cours de l'enquête, ce nombre a subitement augmenté à huit. Et maintenant, ce n'est pas seulement blesser mais tenter de tuer. Il risque aujourd'hui 15 ans de prison. Par le biais de l'arrestation de Deniz, l'Etat allemand essaye en réalité de nous faire passer un message : il démontre ainsi qu'il continuera à voiler les assassinats fascistes.

C'est un droit de protester contre les bandes néonazies et l'Etat qui les soutient. Les forces antifascistes continueront à utiliser ce droit. Ce n'est pas Deniz Kalan, mais ce sont les suspects des assassinats racistes fascistes et leurs supporters qui doivent être arrêtés et jugés. Nous appelons toutes les organisations et individus sensibles aux droits démocratiques et à la liberté à se joindre au comité de soutien pour Deniz Kalan afin de mettre en place les moyens d'action nécessaire pour sa remise en liberté.

Deniz K. doit immédiatement être libéré !

Les partis et organisations fascistes doivent être interdits !

Les suspects des assassinats racistes fascistes et leurs supporters doivent être jugés ! ★

Young Struggle

Contact : ysparis@hotmail.com



Des échos du Canada
Le Parti Communiste Révolutionnaire - Canada

Présentation des origines du PCR

Le Parti Communiste Révolutionnaire – Canada est sans conteste l'organisation révolutionnaire la plus développée au Canada. Le PCR est basé dans la partie francophone, principalement Montréal. Ce Parti est issu du mouvement marxiste-léniniste des années 70 qui comptait des milliers de militants révolutionnaires et qui était composé de deux organisations principales : *En Lutte !* et le *Parti Communiste Ouvrier,* liquidées respectivement en 1982 et 1983.

C'est en 1986 que se forme l'ancêtre politique du PCR : *Action Socialiste*.

Dès la fondation du groupe, principalement par de jeunes anticapitaliste, l'objectif est clair : former le Parti révolutionnaire *«qui sera à même d'organiser et de développer la lutte de masse des travailleurs et des travailleuses au Québec et au Canada».*

Le soutien à la Guerre Populaire au Pérou jouera un rôle déterminant dans la construction de la ligne politique d'Action Socialiste. Le soutien à la GP au Pérou, l'analyse de classe, le travail dans les pays impérialistes et le travail syndical furent le centre de la lutte de ligne qui secoua l'organisation. Cette lutte aboutira en 94 par l'affirmation du maoïsme. Par suite, *Action Socialiste* se dota du journal *Le Drapeau Rouge* et transforma l'ancien journal *Socialisme Maintenant* en revue politique marxiste-léniniste-maoïste.

Par le travail d'organisation autour du journal, la Conférence communiste révolutionnaire fut organisée en 2000 et la décision fut prise de former le Parti Communiste Révolutionnaire (comité d'organisation). C'est finalement en 2007, sur la base des avancées qualitatives, que fut fondé officiellement le PCR-Canada.

Développement organisationnel

Depuis 2007, le PCR avance et ouvre en 2009 la Maison Norman Béthune. C'est un lieu regroupant un espace de discussion et une librairie où l'on trouve les inévitables classiques du marxisme, les livres d'analyse plus récents, les journaux de plusieurs pays et les diverses brochures, tracts, etc. produits par le Parti. La Maison Norman Béthune a une programmation quasi hebdomadaire de rencontres, discussions, débats, projections de films, …

Elle est également le lieu où se retrouvent les différentes initiatives mises en place : le Mouvement Révolutionnaire Ouvrier (MRO), le Mouvement Etudiant Révolutionnaire (MER), le Front Féministe Prolétarien et Révolutionnaire (FFPR), la Chorale militante, etc. Ces initiatives sont définis comme des dispositifs d'intervention générés par le Parti devant assurer les tâches de propagande et rassembler des forces pour former les organisations de masse.



Le MRO est un groupe qui développe la formation de ses membres à la lutte de classe en lui donnant les bases historiques, sociales, économiques nécessaires. Il mène un travail d'enquête et de propagande afin de préparer le terrain à son développement.

Le MER est principalement centré sur la lutte étudiante et lui donne un caractère de classe. La question principale est la question de l'influence qu'il arrivera à conquérir autour de l'orientation révolutionnaire.

Le FFPR regroupe les militantes féministes qui identifient clairement la dimension de classe dans la question de genre. Elles affirment *«Si la bourgeoise est prête à consentir quelques miettes aux femmes, jamais elle ne consentira à transformer la société capitaliste en autre chose qu'un outil d'exploitation qui se renouvelle sans cesse. Nous n'avons pas à attendre ; nous n'avons plus rien à espérer sous le capitalisme, sous le système actuel. Nous devons nous-même construire un nouveau pouvoir, une nouvelle société !»*

Depuis 2007, un des plus grands succès du PCR est d'avoir percé au Canada anglophone. Les difficultés qui se posent au niveau organisationnel sont nombreuses dans le deuxième pays le plus grand du monde. 7000km séparent l'est de l'ouest et il faut au moins 7h d'avion pour le traverser de bout en bout. La question de la barrière linguistique est également importante.

La mobilisation contre le G20 a eu un rôle primordial dans l'ouverture à Toronto et Ottawa. Le Parti a organisé des Congrès Révolutionnaires dans lesquels se sont retrouvés les communistes révolutionnaires de ces villes et qui ont abouti à la formation de cellules. Depuis, le PCR a réorganisé ses publications et sort un journal bilingue gratuit toutes les deux semaines : *Partisan*.

A Toronto, un groupe s'est formé : le Proletarian Revolutionary Action Committee. Le PRAC est une initiative qui ressemble au FRAP en France. Son objectif est de rassembler les révolutionnaires de manière élargie sur les bases des campagnes menées par le PCR.

Campagnes

A Montréal, le Parti développe plusieurs campagnes et évènements. Il travaille en commun avec d'autres anticapitalistes, notamment dans la Convergence des Luttes Anti-Capitalistes qui organise le 1er Mai révolutionnaire.

D'autre part, face à la répression que subissent les militants et militantes du PCR, le Secours Rouge Canadien a été formé pour élargir la solidarité antirépression.

Le PCR mène aussi une campagne de boycott des élections et participe à la campagne de solidarité internationale avec la Guerre Populaire en Inde.

Plus récemment, à l'issue du «printemps

érable» (voir Cdp n°16), le Parti travaille au développement et à la transformation des Comités de quartier qui se sont formés suite à l'adoption de la loi scélérate 78.

En mai-juin, il y avait des manifestations quotidiennes qui se sont recentrées dans les quartiers avec les fameux concerts de casseroles pour défier l'interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes. Cela a conduit à l'élargissement de la lutte et l'idée des assemblées a émergée. Le travail que se fixent aujourd'hui les militants et militantes du PCR est de former des Comités d'action politique, visant à mener la lutte de classe avec les nouvelles forces que le «printemps érable» a mobilisé.

Nous le voyons tous les jours, la lutte dans les pays impérialistes n'est pas simple. Mais à force de persévérance, de travail et d'organisation autour d'une ligne juste, les révolutionnaires avancent et progressent à plusieurs niveaux. Ici, nous avons parlé des Camarades du Canada mais nous aurions pu également parlé des Camarades d'Italie du PC maoïste et des nouveaux groupes qui se développent en Espagne, en Autriche, en Suède, en Angleterre, etc.

Nous ne sommes pas isolés ! En menant la lutte dans notre propre pays, nous renforçons la lutte que mènent les Camarades des autres pays et vice-versa !

Ensemble, nous vaincrons ! ★

Conférence Internationale de Soutien à la Guerre Populaire en Inde



Comme nous l'avons déjà présenté dans les numéros précédents, une Conférence Internationale de Soutien à la Guerre Populaire en Inde se déroulera à Hambourg le 24 novembre prochain.

Pour aider à financer le transport, le Comité de Soutien à la Révolution en Inde diffuse ces T-shirts.

PAF 10 € + 3, 30 € de frais de port
Contactez le Comité : csrinde@yahoo.fr
Plus d'infos sur csrinde.wordpress.com



A propos de la situation en Syrie, du soutien et des perspectives

Pour expliquer la révolte d'aujourd'hui, il faut faire un rapide retour en arrière.

La Syrie a été une province ottomane de 1516 à 1918. En 1916, les accords Sykes-Picot prévoit le partage du Croissant fertile : la France obtient la Syrie et la Grande-Bretagne, l'Irak et la Palestine. En 1946, la Syrie accède à l'Indépendance. En 1963, le Parti Baas prend le pouvoir. En 1967 c'est la guerre des Six jours, la Syrie pers le Golan. En 1971, Hafez el Assad prend le pouvoir.

En 1973, la Syrie et l'Egypte tentent de récupérer le Golan et le Sinaï. En 1975, c'est la guerre civile au Liban. L'armée syrienne se range aux côtés des forces chrétiennes libanaises, Israël occupe militairement le Sud Liban. Les frères musulmans s'emparent de Hama, l'armée syrienne bombarde le Sud-Liban, elle subit de lourdes pertes. Israël envahit le Liban jusqu'à Beyrouth. L'armée syrienne doit reculer. En 1994-95, Yitzhak Rabin accepte de rétrocéder le Golan, il est assassiné par un extrémiste israélien.

En 2000, Hafez el Assad meurt. Son fils lui succède. Il faut rappeler que Hafez el Assad était un nationaliste qui a réprimé les communistes syriens et les frères musulmans.

La situation en Syrie

Dans la première phase (1960-1990), le régime nationaliste, laïc, mais anticommuniste bénéficie d'un certain soutien populaire grâce à une réforme agraire, la création d'un secteur public, l'éducation gratuite et les services médicaux. C'est un Etat policier dans lequel s'installent la corruption et le népotisme. Le chômage se développe sur fond de crise générale du système capitaliste et une grande partie de la jeunesse se retrouve sans travail.

En 2000, Bachar El Assad succède à son père Hafez El Assad. Il se veut «démocrate» et «ouvert». En 2005, plagiant Teng Xiaoping, le Congrès du Parti Baas dont il est président se déclare pour «le socialisme de marché», comme si le socialisme existait précédemment en Syrie. Cette «ouverture» a approfondi le fossé entre les classes dirigeantes et les classes populaires. En 2008, les prix ont augmenté de 20 %, celui de l'essence est multiplié par 3. C'est alors qu'après celles des autres pays arabes, éclate la révolte des masses en Syrie.

La révolte, en l'absence d'une direction communiste révolutionnaire, a très rapidement été encadrée militairement par une fraction de la bourgeoisie, soutenue par l'impérialisme. En effet les impérialistes ont un plan pour le Moyen Orient tout entier, afin d'avoir un contrôle total sur les richesses de la région, et particulièrement le pétrole iranien. Les nouveaux impérialistes russe et chinois ont des intérêts à défendre dans la région.

On voit donc les contradictions inter-impérialistes se développer.

D'une part, les impérialistes sont en concurrence et en lutte les uns avec les autres pour se partager le gâteau, d'autre part, il y a une lutte entre les nouveaux impérialistes d'un côté et les anciens de l'autre. Le veto posé à l'ONU par la Chine et la Russie est à considérer dans ce contexte comme arme diplomatique dans la lutte inter-impérialiste pour le contrôle des ressources. Le risque est grand d'une confrontation généralisée dont les peuples du monde paieraient le prix.

La question du soutien

Une partie de ceux qui dénoncent l'intervention impérialiste, disent que ce qui est principal dans la question syrienne est de s'opposer à cette intervention et d'apporter le soutien au régime. Comme les impérialistes manœuvrent et apportent leur soutien politique et militaire à l'Armée Syrienne Libre, le principal selon eux est alors de soutenir Assad. Qu'importent les crimes anciens et nouveaux du régime, qu'importe que les masses soient opprimées et exploitées par la dictature, qu'importe qu'elles se soient révoltées, qu'elles soient bombardées.

S'il faut bien sûr s'opposer à toute intervention impérialiste, il faut montrer que tant que les révoltes populaires ne se doteront pas d'une direction révolutionnaire, c'est-à-dire **tant qu'un parti communiste de type nouveau ne prendra pas la direction de la lutte populaire de libération, alors la révolte ne pourra pas se transformer en révolution véritable**. Sans cela, le peuple ne pourra en finir avec la domination des impérialistes et de leurs chiens de gardes locaux : la bourgeoisie compradore et bureaucratique et tous ceux qui les soutiennent ou pactisent avec telle ou telle fraction.

Dans tous les pays, le chemin est celui qui conduit de la révolte populaire sans organisation à la révolution prolétarienne. Elle prend la forme de démocratie nouvelle dans les pays dominés et celle de révolution socialiste dans les pays impérialistes.

D'autre part, on ne peut choisir un impérialisme contre un autre, on ne peut choisir entre les anciens et les nouveaux impérialistes. Le but des impérialistes est d'avoir la suprématie dans le pillage des nations, dans l'exploitation et l'oppression des peuples du monde. Ils sont prêts à en découdre pour préserver leurs intérêts, agrandir leur zone d'influence.

La théorie pourrie de «choisir son camp» dans un conflit où aucun camp n'est révolutionnaire est un avatar de la «théorie des trois mondes» prononcée par Teng Xiaoping à l'ONU en 1977. Suivant cette théorie, il y avait trois mondes. Le premier monde était constitué des deux superpuissances USA et URSS, le second monde des autres puissances impérialistes et le troisième monde des pays opprimés, le tiers-monde. Contre les superpuissances, selon Teng Xiaoping, il fallait unir le second monde et le tiers-monde contre le premier monde. Le soi-disant parti maoïste de l'époque, le PCMLF, en vertu de cette théorie, alla jusqu'à tenir un meeting commun avec les royalistes néo-fascistes contre une seule superpuissance, l'URSS.

Aujourd'hui, le soutien à Assad sent le soufre, car il regroupe des opportunistes de gauche, l'extrême droite et divers organisations fascistes ou néo-nazis. Certains s'appuient sur les nouveaux impérialistes.

Les va-t-en-guerre impérialistes arment les opposants à Assad. Leurs larmoiements sur les victimes ne cachent que leur impatience de régner sur le «Nouveau Moyen-Orient». En France, c'est le gouvernement PS qui bat le tambour pour l'intervention impérialiste devant son concurrent l'UMP. D'autres à gauche sont pour la conciliation, pour une intervention «pacifique» autour d'une table ronde, bref, ils sont pour un arrangement avec les impérialistes qui ne peut se faire que sur le dos du peuple et en aucun cas résoudre les causes de la révolte, à savoir la misère, le chômage et le manque de liberté.

C'est pourquoi, il faut en finir avec le tiers-mondisme qui prétend résoudre la contradiction entre les impérialistes et les pays dominés, la contradiction entre classes dominantes et classes dominées par la concertation, par la voie pacifique, oubliant que les dirigeants des pays dominés sont des émanations directes des puissances impérialistes et des bourgeoisies nationales qui après avoir lutté contre les impérialistes finissent par passer des accords avec eux au détriment des classes populaires qu'ils exploitent et répriment à leur tour.

Malgré les manœuvres des impérialistes et même en l'absence de direction révolutionnaire, les masses populaires ont toujours raison de se révolter contre l'exploitation et l'oppression. La révolte a montré et montre qu'elle permet de renverser les pires dictateurs. C'est à travers la lutte que les masses apprennent à connaître leurs ennemis passés, présents et futurs. Ces derniers se démasqueront et montreront, qu'ils soient laïcs ou religieux, qu'ils ne représentent qu'une autre forme d'exploitation et d'oppression.

Une décantation s'opère sous nos yeux en Tunisie, en Egypte et même en Lybie où les masses croyantes ou laïques s'opposent aux extrémistes réactionnaires. Ce n'est pas encore la révolution, mais c'est la marche en avant sur le chemin qui y conduit. Il faudra encore beaucoup d'autres luttes pour y parvenir.

La construction de la perspective révolutionnaire

Dans plusieurs pays, au Maroc, en Tunisie, en Egypte, les maoïstes commencent à s'organiser et se remettent en route pour construire le parti de type nouveau regroupant les éléments les plus avancés et le front uni des masses populaires regroupant laïcs et croyants pour le même but : la révolution de démocratie nouvelle pour le peuple.

C'est seulement en se dotant d'un parti révolutionnaire, d'un parti communiste de type nouveau, d'un parti communiste maoïste, que le prolétariat et les masses populaires pourront se libérer. Les révolutionnaires locaux doivent s'atteler à cette tâche et construire leur parti en lien avec le prolétariat et les masses populaires, en tenant compte des conditions spécifiques de leur propre pays. Les communistes doivent appréhender cette situation dans sa globalité, en relation avec le développement du Mouvement Communiste International et sa reconstitution.

Le rôle des communistes est de montrer que la lutte inter-impérialiste est constante et que leur alliance est temporaire, qu'elle est le reflet des alliances et des luttes du capital financier qui domine toute l'économie. Leurs alliances ne sont que relatives, la lutte entre eux est absolue. La puissance relative des impérialistes peut être remise en cause momentanément par la

révolte, définitivement par la révolution prolétarienne sur la planète entière.

La nécessité de construire une force communiste de type nouveau s'affirme de jour en jour. Cette force, ce parti ne doit pas être à la traîne des réactionnaires ou des réformistes, ces derniers, en particulier, sapent la confiance du prolétariat et des couches populaires et laissent la voie libre aux forces les plus réactionnaires. Ils creusent le lit du fascisme et leur livrent pieds et poings liés les masses désemparées devant leur impuissance.

On ne peut s'appuyer sur un impérialisme contre un autre ou sur une force réactionnaire contre une autre, il faut avoir une force indépendante. En Afghanistan, si l'impérialisme et le régime de Karzaï à leur solde sont les principaux ennemis sur le plan tactique, les talibans constituent eux, l'ennemi stratégique. Ce qui signifie que le parti doit tenter de gagner la direction de la lutte et surtout préparer la guerre populaire afin de libérer le peuple afghan de la domination et de l'exploitation quel que soit le masque sous lequel se dissimulent les oppresseurs et les exploiteurs. C'est ce que fait le Parti Communiste (maoïste) d'Afghanistan.

Le nouvel impérialiste chinois s'apprête à prêter main forte au chien de garde des impérialistes Karzaï car il a des intérêts économiques en Afghanistan et a, comme l'Inde, des prétentions hégémoniques en Asie. Le Parti Communiste (maoïste) d'Afghanistan a une lutte difficile à mener mais fait confiance en la capacité des masses populaires de prendre conscience de la nature des régimes qui se défont, comme de ceux qui prétendent lutter pour la libération sans s'attaquer à la racine du mal, le système capitaliste.

Le rôle des communistes est de s'opposer, de dénoncer toutes les manœuvres des impérialistes et d'être contre toute intervention impérialiste, particulièrement notre propre impérialisme, représenté aujourd'hui en France par un gouvernement social-démocrate, acharné à défendre non pas les peuples en lutte mais le système d'exploitation capitaliste, oubliant que ce sont les peuples qui font l'histoire.

Le rôle des communistes est de combattre et de dénoncer les impérialistes anciens et nouveaux, les régimes réactionnaires en place, quels qu'ils soient. C'est la seule façon de faire prendre conscience aux masses exploitées et opprimées que la seule solution est de préparer la révolution pour renverser les impérialistes et leurs chiens de garde.

La seule solution est de préparer dans chaque pays la guerre populaire contre les guerres impérialistes et contre les guerres fratricides interethniques et «religieuses» provoquées et manipulées par les impérialistes et leurs chiens de garde.

La guerre populaire est aussi un moyen puissant pour empêcher les puissances impérialistes de déclencher un conflit généralisé qui réduirait à néant les espoirs d'une vie meilleure pour des milliards d'hommes et de femmes et qui nous plongerait dans une période encore plus sombre que celles qu'ont connu nos peuples au cours de la première puis de la seconde guerre mondiale.

Le prolétariat et les peuples du monde n'ont que leurs chaînes à perdre et un monde nouveau à gagner ! ★

PC maoïste de France
drapeaurouge.over-blog.com

«Mettre les indiens en prison c'est les tuer !» (Hector Llaitul)

A propos des conditions de détention et des revendications des 12 prisonniers politiques mapuche, incarcérés à la prison d'Angol (Chili).

Par Dominique Grange, observatrice internationale

Chanteuse, Membre du Collectif de Soutien au Peuple Mapuche, Militante de la Cause Palestinienne.

Suite au communiqué des prisonniers politiques Mapuche d'Angol, rendu public le 28 juin 2012 et réclamant la présence d'observateurs internationaux sur leur lieu de détention afin d'y constater et de dénoncer les irrégularités qui attentent gravement à leurs droits, étant en voyage au chili, je me suis rendue volontairement, le samedi 7 juillet 2012, à la prison d'Angol, pour visiter et recueillir les témoignages des 12 prisonniers politiques mapuche qui s'y trouvent incarcérés.

J'ai rencontré, le samedi 7 juillet 2012, les 12 prisonniers politiques Mapuche incarcérés à la prison d'Angol, au Chili. Certains y effectuent de longues peines, tandis que d'autres sont en détention



préventive, inculpés de charges diverses et en attente d'être jugés. J'ai été accompagnée dans cette rencontre par Patricia Troncoso, «la Chepa», ex-prisonnière politique, militante de la cause Mapuche, condamnée à 10 ans de détention en 2004 et qui fut détenue à Angol. La Chepa a mené une grève de la faim historique de 112 jours, d'octobre 2007 à janvier 2008.

Après les contrôles d'identité et la fouille, nous entrons dans la petite salle commune du quartier réservé aux 12 prisonniers politiques Mapuche. Avec eux, des membres de leurs familles respectives, souvent venus de loin. La salle, d'environ 12m², qui comprend une table et quelques chaises, ouvre d'un côté sur une petite cour bétonnée et de l'autre sur un étroit couloir menant à quatre cellules d'environ 7m² chacune, dans lesquelles on a réparti les 12 prisonniers. Trois châlits constituent l'unique mobilier de chaque cellule.

La Chepa prend la parole en premier. Elle évoque les difficiles conditions de détention des «peñis»** et la longue lutte que le Peuple Mapuche mène depuis des siècles et qui va durer... «Nous devons nous tenir prêts pour les procès à venir. D'autres peñis vont arriver ici car l'Etat veut toujours plus de prisonniers. Nous sommes tous des prisonniers politiques dans cette lutte pour la récupération de notre territoire. Il se peut qu'il y ait des divergences entre nous mais tous nous sommes emprisonnés, à un moment ou un autre, et les jeunes qui arrivent doivent comprendre la dynamique de la prison et rester unis».

Je me présente. J'explique que je suis là comme «observatrice internationale», pour écouter et témoigner ensuite de ce qu'ils voudront me dire. Parce que je sais que leur peuple subit au quotidien une persécution de plus en plus sauvage de la part de l'Etat chilien, et parce que, depuis leur longue grève de la faim de 2010 que notre Collectif a soutenue, en France, tout au long de ces 85 jours, nous sommes nombreux en Europe, à avoir pris conscience de leur combat et à vouloir lui donner le plus large écho possible pour que soient enfin respectés les droits du Peuple Nation Mapuche à son identité, à sa langue, à sa culture et à son Territoire.

Je suis saisie d'emblée par le froid et l'humidité qui règnent dans le bâtiment carcéral. L'hiver austral est glacial dans le sud du Chili. Pas de chauffage pour adoucir le quotidien de ces 12 hommes, dans l'espace exigu et insalubre où ils sont reclus. Contraints de vivre entassés dans une promiscuité qui ne respecte pas leur droit à un minimum d'intimité -c'est-à-dire à la dignité- ils se montrent cependant, dés le premier abord, farouchement déterminés à faire valoir avant tout ce qui les unit et leur donne la force de poursuivre leur combat, quelles que soient les souffrances imposées par la détention.

Héctor LLaitul prend la parole : «Moi j'ai été condamné à 15 ans de prison, je ne peux évidemment pas sortir. Il y a tant de peñis qui sont passés par la prison...Nous devons tous lutter pour acquérir la dignité. Ce qui nous unit, c'est la couleur de notre peau et notre histoire. Et cette unité est essentielle à notre combat. J'ai souffert, j'ai connu les mauvais traitements, les humiliations.



La «Chepa» aussi... tant d'années de souffrances. Et je vois la prison se remplir, avec les jeunes qui viennent d'arriver. Le Winka***, lui, ne regarde que son intérêt, nous non ! Hier, trois de nos frères ont été arrêtés****...Fernando (Millacheo Marín) est un peñi, un Mapuche du Lof Chequenco. Je voudrais qu'il soit ici. «El Gringo» aussi, car nous avons besoin d'être solidaires et si nous ne sommes pas unis, nous n'obtiendrons rien. Il faut que nous parlions, que nous ayons un vrai soutien de l'extérieur pour le respect des droits des Mapuche, et que nous soyons accompagnés pour exprimer nos revendications et dénoncer la répression que subit notre peuple. Beaucoup de gens sont venus nous visiter, nous ont promis de l'aide, mais rien n'a changé...Moi je suis condamné mais je ne veux pas que ceux qui tombent soient maltraités, humiliés. A présent je suis prêt et nous devons l'être tous pour nos frères qui tombent. Récemment, nous avons mené une lutte pour les deux derniers qui viennent d'arriver...».

Je regarde, sur ma gauche, l'un des garçons qu'il me désigne : Erick Montoya, arrêté il y a juste un mois, lors d'un raid dans sa communauté. J'avais vu une photo de lui, couché sur un lit d'hôpital, le visage tuméfié, défiguré par les coups, des blessures d'arme à feu au cou, à la jambe, aux côtes. Cette photo témoignait avec force du racisme institutionnel de l'Etat chilien à l'égard du Peuple Mapuche, ce peuple originaire dont les droits sont piétinés chaque jour, tout comme le visage de ce gamin par les bottes des militaires... Suite à cette arrestation, Erick Montoya, ainsi que Ricardo Nahuelqueo, ont été hospitalisés, puis placés en préventive avec les prisonniers de droit commun à Angol, ce qui a déclenché un fort mouvement de révolte parmi les prisonniers Mapuche qui ont menacé de reprendre leur grève de la faim si les deux peñis n'étaient pas regroupés avec eux. «Nous avons exigé que leurs droits soient respectés et ils nous ont finalement rejoints. Nous demandons que l'état chilien garantisse des conditions de détention dignes, conformes au statut de prisonniers politiques de nos frères. Car ceux qui tombent et qu'on enferme avec les droits communs sont discriminés, abusés, violés...Il nous faut donc un soutien extérieur des prisonniers politiques. Pendant ce temps, la lutte continue et nous savons que d'autres vont tomber. C'est pourquoi nous continuons de réclamer depuis des années la stricte application de la Convention 169 de l'OIT sur les Droits des Peuples Indigènes, signée par le Chili... En vain ! Quand j'étais libre, j'aimais sortir le matin, au petit jour, grimper sur la colline et de là-haut, regarder notre communauté, regarder la nature...Mettre les Indiens en prison, c'est les tuer ! Même ici, nous avons besoin d'avoir un espace à nous, un peu de terre où faire pousser nos herbes médicinales, un lien avec la Mapu (la Terre)...».

Lorenzo Alex Curipán, incarcéré depuis deux ans déjà, aurait dû bénéficier d'un aménagement de sa peine. Mais le tribunal y a mis une condition : «Ils ont voulu me prendre mon sang, pour prélever mon ADN. Mais on n'a pas le droit de nous prendre notre sang, il est notre patrimoine culturel. Alors je me suis opposé et le Tribunal a refusé ma demande de libération conditionnelle. J'ai fait un recours et j'attends. Je suis dans la lutte avec ceux qui tombent».

Pour Héctor Melinao et Rodrigo Melinao, arrêtés sur dénonciation d'un témoin "sans visage", protégé par le Ministère Public, cette détention préventive est

une mesure arbitraire, sans aucun fondement : «Nous avons été arrêtés fin juin dans notre communauté. Nous devions être remis en liberté provisoire mais la Cour d'Appel de Temuco nous a jugés sans preuves (en plus, l'avocat est arrivé après le verdict !). On est ici pour deux mois qui peuvent devenir un an ! Ce qui intéresse le gouvernement, c'est de nous diviser, nous faire nous battre les uns contre les autres. Voilà pourquoi nous réclamons des PROCES JUSTES.»

Paulino Levipán et Daniel Montoya, eux, croupissent ici depuis huit mois. Leur procès doit débuter au Tribunal d'Angol, le 1er août 2012…«A 9h30, précise Daniel. Nous avons besoin d'observateurs internationaux pour chaque procès. Nous sommes maltraités, nos droits sont spoliés en permanence…»*****. Je leur dis que je ne pourrai malheureusement pas y assister car d'ici-là j'aurai quitté le Chili et qu'en plus, en France, ce seront les vacances d'été, un moment où il est plus difficile de trouver des personnes disponibles. J'ai honte de prononcer le mot «vacances» face à ces jeunes résistants emprisonnés qui réclament de façon pressante notre soutien et, si possible, notre présence à leurs côtés pour que les droits du Peuple Mapuche deviennent enfin une des composantes indissociables du combat universel pour les Droits de l'Homme.

Ramón Llanquileo, à son tour, dénonce «les violations constantes des droits du Peuple Mapuche, la prison politique, la militarisation des communautés qui réclament leur Territoire ancestral, les assassinats de comuneros, tous ces révélateurs de la situation d'oppression que nous impose l'Etat chilien capitaliste et néolibéral, chien de garde des intérêts de l'oligarchie créole et des multinationales minières, forestières, etc…». En effet, l'acharnement de l'Etat chilien contre leurs communautés, les opérations de police d'une violence inouïe à l'égard d'une population pacifique et désarmée, les tirs d'armes à feu sur des femmes et des enfants, les arrestations et les lourdes condamnations fondées sur des montages politico-judiciaires, avec utilisation de témoins sans visages, l'effarant déploiement des moyens répressifs aux fins de terroriser tout un peuple qui résiste depuis plus de 500 ans…Voilà ce que nos frères Mapuche emprisonnés à Angol nous demandent de porter devant l'opinion et les instances internationales. Pour que la voix de ce peuple originaire, le Peuple Nation Mapuche, soit entendue au-delà des océans, dans toute la légitimité de son combat, comme l'est aujourd'hui celle du Peuple Palestinien, en lutte pour ses droits et pour son territoire.

Et la visite s'achève. La dernière phrase que j'emporte, dans le bus qui me ramène vers Concepción à la nuit tombée, est celle que prononce Héctor Llaitul, le regard sombre, juste avant la fraternelle accolade du départ : «Nous sommes abandonnés ! …».

Je n'ai rien voulu promettre que je ne puisse tenir. Je veux seulement faire tout mon possible pour briser le silence, et témoigner de ma rencontre avec ces 12 hommes en lutte pour le respect de leurs droits en tant que Prisonniers Politiques Mapuche et pour la reconnaissance des droits du Peuple Nation Mapuche. ★

** Le 24 août 2012, Camilo Toris Quiñinao et sept autres peñis inculpés dans l'affaire de l'attaque au Péage Quino, ont étés déclarés innocents par le Tribunal d'Angol. Au total, près de 3 ans d'emprisonnement pour rien, sans compter la longue grève de la faim de 2010 pour Camilo et les conséquences dramatiques pour la vie de ces hommes et celle de leurs familles. Voilà comment l'Etat chilien essaie de briser la détermination des Mapuche, par l'application de la Loi antiterroriste héritée de la dictature et en les condamnant lourdement sans preuves, sur la base de faux témoignages. Les huit prisonniers comptent attaquer les tribunaux qui leur ont porté ce grave préjudice.*

*** Un peñi = Un frère (en Mapudungun)*

**** Le Winka = Le «Blanc», le colonisateur et par extension le Chilien, l'Etat chilien…*

***** Le 6 juillet 2012, un des leaders de la CAM, Ernesto Gabriel Chachallao Painemil, qui était recherché, ainsi que Mario José Cheuque Sandoval et Bernardo Carrillán Trupán, ont été arrêtés au cours d'une récupération de terres à Vilcún. Le 3 septembre, ils ont été libérés par la Cour d'Appel de Temuco pour manque de preuves. Fernando Millacheo Marín (ex-prisonnier politique gréviste de la faim en 2010), a été lui aussi arrêté le 6 juillet et placé en détention préventive à Temuco.*

****** Depuis cette rencontre, le procès de Paulino Levipán et Daniel Montoya a eu lieu à Angol, le 1er août. Déclarés coupables de tentative d'assassinat sur des carabiniers et de port illégal d'armes à feu, ils ont été condamnés sans preuve à 12 ans d'emprisonnement, et ont entamé le 27 août, avec trois autres peñis de leur communauté, Ricardo Nahuelqueo, Rodrigo Montoya et Erick Montoya, une grève de la faim qui a duré 60 jours, afin d'obtenir l'annulation de leur condamnation. Ils viennent de remporter une victoire partielle puisque l'annulation a été prononcée, ce 24 octobre par la Cour Suprême du Chili. Paulino Levipan a été libéré aussitôt et Daniel Levinao, qui reste en prison, devra faire l'objet d'un nouveau procès.*





Exposition photographique : Algérie, juillet 1962

L'été a vu se dérouler quelques commémorations du cinquantième anniversaire de l'indépendance de l'Algérie. Sans trop de fastes ni d'un côté ni de l'autre de la Méditerranée, d'ailleurs.

L'exposition à la Magnum Gallery à Paris en est d'autant plus remarquable. Elle a reçu un bon nombre de visiteurs intéressés par cet épisode de l'histoire des deux nations. Ce sont des photos d'archives signées par de grands photographes qui ont couvert le conflit à différentes périodes entre 1957 et 1962. Ce sont des regards d'autant plus intéressants qu'ils sont croisés. Les points de vue sont singuliers, les lieux sont variés, les dates sont des moments-clés de cette histoire de sept ans. On saisit mieux la complexité des événements grâce à cette multiplicité des points de vue : «événements» était d'ailleurs le terme officiel employé à l'époque pour désigner cette «guerre sans nom».

L'exposition s'ouvre sur une date le 2 juillet 1962 avec le visage rayonnant d'une adolescente à la portière d'une voiture décorée du drapeau vert et blanc des «rebelles». Elle se clôt sur un bombage «libres et heureux». Nous nous promenons au fil de ces sept années de guerre entre les photos de manifestations populaires pour l'indépendance, avec drapeaux du FLN arborés par de très jeunes manifestants (photo de décembre 1960).

D'autres photographies montrent l'Armée de Libération Nationale ; certaines ont été prises à la frontière tunisienne, d'autres dans le maquis : officiers de la résistance déployant des cartes et les étudiants avant les opérations et aussi un bataillon de l'ALN à l'entraînement. On voit aussi la visite du général De Gaulle et la foule qui est venue l'écouter.

Des images de la répression : 1960 : Contrôle d'identité

Des images de la résistance populaire : 1960 : bombage «vive le GPRA», des scènes d'intifada à Alger et aussi des écoliers étudiant dans la forêt et des enfants avec armes de bois saluant la révolution.

1961 : Evian

Juillet 1962 : accueil triomphal à Tlemcen de Ben Bella sorti des prisons françaises

1963 des gamins qui jouent dans les ruines de maisons

Juin 1962 : départ des Français

L'exposition se termine sur des expressions de joie et d'espoir. Mais en 2012, on est bien obligé de rappeler les déceptions qui ont suivi l'indépendance : la dictature militaire, le maelström de la «décennie noire» avec ses 150 000 victimes, le FIS, le GIA et l'AIS, bref tout ce qui nous rappelle qu'après la guerre de libération nationale se pose toujours la question déterminante du pouvoir : qui le détient ? Au service de quelle classe se place-t-il ? ★



Le torturé

JE reviens des plaies, bouche étrangère à ma bouche,
La torture restait loin, vieillie par mes douleurs.
Je fus forme et matière ; couleur de maints silences conjugués.
Il y eut un bruit de sel remué, comme au retour des vagues.

Etonné de mes cris, j'héritais d'autres forces.
Ma Patrie avait un goût de nuit éloignée.

Riche d'un calme épouvantable,
Je vivais l'arbitraire devenu vocation.
J'attendais leur haine, corps offerts aux violences.
J'ETAIS DEJA LE GESTE, LEURS COLERES VECUES.
A la cravache mouillée, je reconnus le temps et le sel décourageant mes muscles.
J'ETAIS LEUR ESPOIR D'UN DEUIL PROCHAIN.

Au détour de leurs mains, j'accourais du néant. Encore inconnu de moi-même, J'EXISTAIS :
Espoir furieux de la promesse des corps,
Où le sang recouvre le rythme ;
Où la douleur dépasse les livres ;
Où le Monde reste la conquête de l'Homme.

Nordine Tidafi, militant anticolonial, poète de la Révolution algérienne.

«La poésie de Nordine Tidafi ne fait pas mystère de l'identité de ces monstres qui, en Algérie, prennent les formes hideuses du colonialisme, c'est-à-dire de la négation de l'homme, de l'atomisation d'un peuple. Cette poésie n'hésite pas à revêtir la forme d'une chronique épique de la Révolution algérienne. Il s'agit en fait d'une épopée ininterrompue qui chante le principal héros de cette lutte titanesque, à savoir le peuple. A ce titre la dédicace de l'ouvrage est éloquente.»

Ce poème est issu du recueil *«Sang du Peuple – le toujours de la patrie»* publié aux Editions alfAbarre.

www.alfabarre.com

Paul Graham : figure de la scène photographique britannique contemporaine

Il s'agit d'une exposition de photographies prises dans les années 80, toujours et encore les années Thatcher. C'est, on pouvait s'y attendre, en images et en couleurs, un commentaire critique très acerbe du monde capitaliste à travers une véritable enquête sociale sans concessions.



Les premières photos sont prises à Bristol où dix millions de personnes dépendent des allocations pour vivre. Et le photographe, Paul Graham, est l'une d'elles. Pendant deux ans, il va arpenter des centaines d'antennes locales d'aide sociale (Social Security and Unemployment offices) réparties sur tout le territoire. Les lieux sont sordides parce qu'installés à la hâte et sans moyens : sièges en formica jaune pisseux, de minables plantes vertes et une peinture jaunâtre supposées, avec quelques affiches et slogans optimistes, redorer le moral de tous ces délaissés d'une société qui ne veut pas d'eux.



On voit des corps d'hommes et de femmes épuisés par l'attente, des regards las et atones, résignés et même un peu hagards. Les angles de vue sont parfois étranges mais c'est tout simplement parce que P. Graham n'ayant pas obtenu l'autorisation de filmer, la caméra a été posée par terre ! On a l'impression que les sols tanguent, les lumières sont glauques et les plafonds mangent la moitié de l'image !

« La caméra se voyait, le déclenchement faisait du bruit. La série a été commencée ici à Bristol, au bureau où moi-même j'allais pointer au chômage », commente aujourd'hui le photographe en revoyant ses images. ★

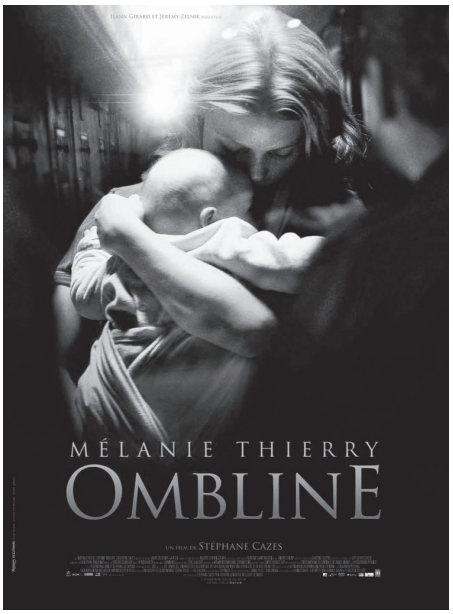


Cinéma
Prison pour femmes : «Ombline»

Cela se passe en Belgique mais on ne voit pas de différence avec une prison française. Une détenue apprend qu'elle est enceinte, qu'elle devra donner naissance à son enfant en prison où il demeurera jusqu'à l'âge de dix-huit mois et qu'il lui sera ensuite retiré. Il faut être solide pour encaisser toutes ces nouvelles à la fois du fond d'une prison.

Le monde carcéral (qu'il s'agisse d'une prison pour hommes ou femmes) recèle les mêmes violences administratives et entre codétenu(e)s que dans tous les «lieux d'enfermement». Et mieux vaut apprendre vite à contrôler sa colère et endurer son impuissance. Les prisons de femmes ont aussi un mitard… Il faut s'efforcer de se plier au règlement absurde et humiliant, accepter de faire tout un chemin un peu tortueux pour gagner un droit qui devrait être naturel, par exemple, le droit à la dignité. Ici les épreuves répétées vont aguerrir la prisonnière qui apprend petit à petit à contourner les obstacles pour mieux les franchir et tout simplement à se taire.

Bref, le milieu carcéral est ce qu'il est : le terrain de la violence tant psychologique que physique, un symbole de la frustration absolue où bien évidemment il est quasiment impossible d'essayer d'apprendre à se réinsérer dans la société telle qu'elle est à l'extérieur. C'est pourtant ce qu'on exige d'êtres fragiles, souvent désemparés dans ce climat de violence et bien incapables de relever la tête. Et pourtant on leur demande de commencer leur réinsertion dans ce milieu même. Heureusement, Ombline ne fait pas partie des résignés et des faibles. Elle s'adapte et se jure de récupérer un jour son enfant à qui elle a lu dans les murs des histoires de renaissance et de vie retrouvée. Elle se bat jour après jour.



Ce sera un combat victorieux. Ombline et son fils pourront reprendre la lecture du livre ouvert en prison et vivre la renaissance. ★

Logement… (suite de la p.18)

leur ont été adressées à nouveau.

Arrivé-e-s sur la place Francis Poulenc, au pied du commissariat situé rue Erik Satie, les slogans hostiles aux flics ont repris de plus belle, un maximum de bruit a été fait, notamment en tapant contre des tôles de métal, en solidarité avec le copain arrêté sur le toit et possiblement enfermé dans ce même commissariat. Mais des flics anti-émeute nous attendaient au pied de leur poulailler, et on apercevait des gyrophares depuis différentes rues, ça commençait à sentir le roussi…

La mini manif a donc repris en vitesse, par l'allée Darius Milhaud puis par la rue d'Hautpoul, où tout a été renversé également (enfin, «tout», pas les voitures, mais le reste, mobilier urbain, poubelles, etc.) pour retarder l'arrivée des flics et de leurs véhicules à gyrophare qui arrivaient derrière nous dans la rue d'Hautpoul. Et comme d'autres véhicules de flics nous attendaient rue Jean Jaurès, c'est là que nous nous sommes dispersé-e-s, a priori sans aucune arrestation.

A suivre, en tout cas.

Et que chaque expulsion soit suivie par une explosion de rage, ça ne peut être que bénéfique ! ★

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous !**
(20€ = 1 an–ou plus pour soutenir)

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
lacausedupeuple.blogspot.com

NOUVEAU : La Cause du Peuple est sur facebook à Pierre Overney, *rejoignez-nous !*

Imp. Spé.